

**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION
ET LA RECHERCHE**

**RAPPORT FINANCIER
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'exercice terminé le 31 décembre 1985
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5D (A/41/5/Add.4)



NATIONS UNIES

**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION
ET LA RECHERCHE**

**RAPPORT FINANCIER
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'exercice terminé le 31 décembre 1985
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5D (A/41/5/Add.4)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRES D'ENVOI	iv
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1985	1
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	3
III. COMMENTAIRES DU DIRECTEUR GENERAL DE L'UNITAR SUR LES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	16
IV. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	17
V. CERTIFICATION DES ETATS FINANCIERS	18
VI. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1985	19
ETAT I Fonds général : utilisation des crédits ouverts pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985	20
ETAT II Fonds général : état des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985	21
ETAT III Fonds général : état de l'actif et du passif au 31 décembre 1985	23
Tableau 3.1 Fonds général : tableau des contributions annoncées non encore versées au 31 décembre 1985	24
ETAT IV Fonds des immobilisations : état de l'actif et solde du Fonds au 31 décembre 1985	25
ETAT V Fonds "Dons à des fins spéciales" : état des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1985	26
Tableau 5.1 Etat des recettes et dépenses et solde du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985	28
ANNEXE. Notes relatives aux états financiers	33

Le 18 avril 1986

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du Règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au 31 décembre 1985, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également transmises au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Directeur général de l'Institut
des Nations Unies pour la formation
et la recherche,

Secrétaire général adjoint de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Michel DOO KINGUE

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
New York

Le 30 juin 1986

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985, qui nous ont été soumis par le Directeur général de l'Institut. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous adresse en outre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes susmentionnés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) R. T. NELSON

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

Introduction

1. Le Directeur général a l'honneur de présenter ci-après le rapport financier et les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985. Ce rapport est présenté conformément à l'article IV [alin. 3 i)] du statut de l'Institut.

Etat I

UNITAR - Fonds général : utilisation des crédits ouverts

2. L'état I indique l'utilisation des crédits ouverts pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985. L'ouverture de crédit initiale s'élevait à 2 433 955 dollars, montant que les ouvertures de crédit révisées ont porté à 2 643 955 dollars. L'augmentation de 201 000 dollars par rapport au crédit initialement ouvert a été approuvée par le Conseil d'administration de l'UNITAR à sa réunion de septembre 1985. Le total des dépenses s'est élevé à 2 407 365 dollars. Les crédits ouverts représentent, à l'UNITAR, les montants approuvés par le Conseil d'administration à des fins précises pour l'exercice au cours duquel des dépenses peuvent être engagées à ces fins jusqu'à concurrence des montants ainsi approuvés. A l'UNITAR, la notion de crédits ouverts correspond à celle d'un projet de budget en ce sens que le solde non engagé à la fin de l'exercice indique simplement la différence entre les dépenses effectives et les dépenses prévues.

Etat II

UNITAR - Fonds général : état des recettes et des dépenses

3. Le montant de 1 698 871 dollars qui est indiqué dans l'état II représente les contributions du Fonds général annoncées par les gouvernements pour 1985 (tableau 3.1). En outre, d'autres recettes d'un montant de 811 850 dollars ont porté le total des recettes de l'exercice à 2 510 721 dollars. Les dépenses de l'exercice se sont élevées à 2 407 365 dollars, de sorte que les recettes ont dépassé les dépenses d'un montant de 103 356 dollars. Un montant de 600 000 dollars, prélevé sur la subvention de 1,5 million de dollars que l'Assemblée générale a approuvée par la résolution 39/177 du 17 décembre 1984 pour compléter les ressources provenant des contributions volontaires, et dont 496 644 dollars ont été utilisés, a été reçu. Ce montant de 600 000 dollars est compris dans le chiffre de 811 850 dollars.

Etat III

UNITAR - Fonds général : état de l'actif et du passif

4. L'état III indique l'actif et le passif du Fonds général au 31 décembre 1985. L'actif, d'un montant total de 1 812 626 dollars, se décomposait comme suit : 143 028 dollars d'encaisse, 1 318 697 dollars de contributions annoncées non encore versées, 316 943 dollars de sommes à recevoir et 33 958 dollars de charges différées. Le passif du Fonds général s'élevait à 2 386 933 dollars, montant qui se décomposait comme suit : 75 801 dollars de sommes à payer, 43 099 dollars d'engagements non réglés (état I), 726 978 dollars dus au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies et 655 055 dollars comptabilisés comme recettes différées correspondant à des contributions annoncées pour les exercices à venir. Il est tenu compte en outre d'une avance remboursable de 886 000 dollars provenant

du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies, que l'Assemblée générale a approuvée dans sa résolution 38/177 en date du 19 décembre 1983, dont le remboursement commencera en 1986.

5. Le solde du Fonds général de l'UNITAR au 31 décembre 1985 fait apparaître un déficit de 574 307 dollars correspondant au déficit de 677 663 dollars au 1er janvier 1984, moins l'excédent net des recettes sur les dépenses (état II), soit 103 356 dollars.

6. Dans sa résolution 39/177 du 17 décembre 1984, l'Assemblée générale a approuvé le versement au Fonds général de l'UNITAR d'une somme maximale de 1,5 million de dollars prélevée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette subvention a été autorisée à titre exceptionnel, pour compléter les ressources provenant des contributions volontaires au Fonds général, afin de permettre à l'Institut d'exécuter son programme minimum de formation et de recherche en 1985 au niveau de 2,5 millions de dollars déterminé par le Conseil d'administration de l'Institut à sa session extraordinaire tenue du 17 au 19 décembre 1984. Sur approbation du Conseil d'administration, cette somme a été portée à 2 634 955.

Etat IV

UNITAR - Fonds des immobilisations : état de l'actif et solde du Fonds

7. Le montant de 465 000 dollars indiqué dans l'état IV pour un bail emphytéotique et l'immeuble correspondant représentent le montant payé pour l'immeuble ainsi loué au 805 First Avenue, United Nations Plaza, New York, lorsque le bail a été cédé aux Nations Unies. Sur cette somme, un montant de 450 000 dollars a été donné aux Nations Unies, à l'intention de l'Institut, par une fondation. Le bail emphytéotique expirera en 2035.

Etat V

UNITAR - Fonds "Dons à des fins spéciales" : état des recettes et des dépenses

8. L'état V indique les recettes et les dépenses du Fonds "Dons à des fins spéciales". Des dons d'un montant total de 1 901 973 dollars ont été reçus en 1985. Compte tenu du revenu des placements (67 116 dollars), des économies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent (57 292 dollars), des recettes accessoires (21 977 dollars), et des gains au change (29 260 dollars), le total des recettes de ce fonds s'élevait à 2 077 618 dollars. Le total des dépenses, soit 1 991 630 dollars (tableau 5.1), comprend 1 490 823 dollars de décaissements, plus 500 807 dollars d'engagements non réglés. L'excédent net des recettes sur les dépenses s'élevait à 85 988 dollars.

UNITAR - Fonds "Dons à des fins spéciales" : état de l'actif et du passif

9. L'état V indique également l'actif et le passif du Fonds "Dons à des fins spéciales" au 31 décembre 1985. L'actif total de 2 116 263 dollars se décompose comme suit : 931 259 dollars d'encaisse, 530 721 dollars d'encaisse en monnaies non convertibles, 502 927 dollars de sommes à recevoir, 83 814 dollars de charges différées et 67 542 dollars à recevoir de l'ONU. Le passif d'un montant de 510 058 dollars comprend 9 251 dollars de sommes à recevoir et 500 807 dollars d'engagements non réglés (tableau 5.1).

10. Le solde du Fonds "Dons à des fins spéciales" était de 1 606 205 dollars au 31 décembre 1985, ce qui représente, par rapport au solde de ce fonds au 31 décembre 1984, une augmentation de 85 988 dollars correspondant à l'excédent net des recettes sur les dépenses indiqué dans l'état V.

Récapitulation de principes comptables importants

11. Les principes comptables importants appliqués par l'UNITAR sont exposés dans les notes relatives aux états financiers (voir annexe).

II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Introduction

1. Conformément au paragraphe 6 de l'article VIII du statut de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'UNITAR pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985.
2. La vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement, ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La vérification a été effectuée au siège de l'Institut à New York ainsi qu'à ses bureaux de Genève et de Rome.
3. Les principales questions qu'a soulevées notre vérification de 1985 sont présentées ci-après pour aider l'Administration à examiner et à améliorer encore le système de gestion et de contrôle financier de l'UNITAR. Nous avons évoqué ces problèmes avec l'Administration, dont nous avons, lorsque nous l'avons jugé utile, indiqué les réactions dans le présent rapport.

Résumé des conclusions

4. Notre examen a révélé que l'Administration avait fait des efforts pour améliorer le système de gestion des projets; toutefois les politiques et procédures relatives à la constitution et à la gestion de dons à des fins spéciales n'avaient pas toujours été rigoureusement appliquées et, contrairement à ces politiques et procédures, des ressources provenant du Fonds général avaient été utilisées pour compléter celles de projets financés par des dons à des fins spéciales.
5. Nous avons constaté que trois organisations qui ne figuraient pas dans l'accord initial avaient participé à la gestion d'un projet.
6. Nous avons noté que le fichier d'experts et de consultants n'était pas à jour.
7. En examinant les procédures en matière de passation de contrats de publication, nous avons constaté qu'il n'y avait pas eu création d'un comité chargé de la passation desdits contrats, ni établissement de directives à ce sujet.
8. Un compte d'avances temporaires avait été constitué en vertu d'un accord contractuel entre l'Administration et une société d'entretien d'immeubles pour le compte de l'UNITAR, alors que l'accord ne prévoyait pas de disposition à cet effet.
9. Notre examen d'un projet au bureau de l'UNITAR de Rome a révélé que le descriptif de projet relatif à la deuxième phase n'avait été définitivement signé qu'après la date prévue et qu'il portait deux numéros.
10. Nous avons également noté qu'il n'y avait pas eu création d'un conseil d'administration ni d'un comité consultatif ainsi que le prévoyait le descriptif du projet initial relatif au Centre de l'UNITAR pour la mise en valeur des ressources énergétiques à petite échelle, à Rome.
11. Les effectifs du Centre, notamment le personnel technique et les administrateurs, étaient insuffisants pour faire face au volume croissant d'activités et les locaux à usage de bureaux étaient également limités.

12. La première publication du bulletin trimestriel du Centre (produit du projet) avait été retardée. La comptabilisation des cotisations annuelles des membres associés n'avait pas été faite conformément au règlement du Centre. En outre, les dispositions relatives à la certification et à l'approbation des engagements de dépenses n'étaient pas toujours appliquées.
13. Contrairement aux dispositions prévues à l'article 110.25 a) du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, il n'avait pas été tenu de comptabilité matières pour les biens consommables et non consommables.
14. En ce qui concerne la vérification du projet intitulé "Etudes sur les perspectives sociales" au bureau de l'UNITAR à Genève, nous avons noté que le descriptif de projet ne comportait pas de plan de travail comme prévu par le manuel relatif aux politiques et procédures de l'UNITAR.
15. Ni l'agent certificateur du bureau de l'UNITAR à Genève, ni les services administratifs du siège de l'UNITAR à New York n'avaient procédé à un examen et un contrôle systématique des dépenses engagées au titre du don à des fins spéciales affecté au financement du projet de Genève.
16. Nous avons également constaté un retard dans la présentation du rapport d'évaluation de ce projet.

Activités de coopération technique

Accords relatifs à des dons à des fins spéciales

17. Conformément aux politiques et procédures de l'UNITAR relatives à la constitution et à la gestion de dons à des fins spéciales (voir le document UNITAR/EX/R.93 révisé sous la cote UNITAR/EX/R.93/Rev.1, par. 15), l'acceptation et la constitution d'un don à des fins spéciales sont subordonnées à la conclusion d'un accord qui doit être conforme au modèle d'accord type.
18. Nous avons pu constater d'après quelques exemples d'accords signés entre l'UNITAR et des donateurs que les politiques et procédures prescrites n'avaient pas été suivies dans un certain nombre de cas et que certaines clauses exigées dans l'accord type de l'UNITAR avaient été omises.
19. Nous recommandons, en conséquence, que tous les accords concernant les dons à des fins spéciales acceptés par l'UNITAR soient conformes aux politiques et procédures approuvées et au modèle d'accord type ci-dessus mentionné, afin de tenir compte de tous les aspects, juridiques, opérationnels et financiers et de protéger les intérêts de l'Institut.
20. Tout en faisant valoir que la gestion d'un modeste institut comme l'UNITAR, dont les activités se font généralement à petite échelle, demandait une certaine souplesse, l'Administration a été d'accord avec nos recommandations, indiquant qu'elle s'y conformerait dans l'avenir.

Gestion financière des projets exécutés au moyen de dons à des fins spéciales

21. Les politiques et procédures de l'UNITAR relatives à la constitution et à la gestion de dons à des fins spéciales stipulent, entre autres, qu'une allocation de crédits ne peut être faite qu'après réception de contributions satisfaisantes pour couvrir les engagements financiers initiaux.

22. A ce propos, lors de l'examen des projets financés au moyen de dons à des fins spéciales, nous avons relevé les irrégularités suivantes dans la gestion financière des projets :

a) Des dépenses avaient été imputées sur le compte de certains projets avant réception des dons;

b) Dans plusieurs projets certaines dépenses engagées au 31 décembre 1985 dépassaient le montant des dons reçus.

23. Nous avons d'autre part noté avec préoccupation que le Fonds général était souvent utilisé pour compléter les dons affectés à un projet. Notre vérification a montré par exemple qu'au 1er janvier 1985, le solde de 11 208 dollars apparaissant dans la comptabilité d'un projet comprenait un montant de 8 100 dollars prélevé sur le fonds général de l'UNITAR en 1984 et qu'en 1985 l'UNITAR avait de nouveau versé 8 500 dollars au titre du même projet dont le bilan au 31 décembre 1985 faisait apparaître un déficit de 14 543 dollars.

24. A cet égard, nous avons noté que ce projet avait peu de chances de recevoir des dons supplémentaires et qu'il était probable que les dépenses engagées après le 31 décembre 1985 à ce titre soient imputées sur le Fonds général.

25. Nous estimons donc que le budget des projets doit faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux et recommandons à cet effet que :

a) Les directeurs de projet établissent des plans de dépenses tenant compte des ressources disponibles conformément aux politiques et procédures en vigueur;

b) Les dépenses engagées au titre des activités extra-budgétaires ne soient pas imputées sur le Fonds général;

c) Les dépenses ne soient engagées au titre d'activités des projets qu'après réception des dons.

26. Nous attirons également l'attention de l'Administration sur les termes pertinents de l'accord type relatif à un don à des fins spéciales, dont l'un des articles dispose qu'en cas de dépenses imprévues l'UNITAR soumet au donateur un nouveau budget faisant état des ressources supplémentaires requises et que si ces ressources ne sont pas disponibles, l'UNITAR pourra réduire l'assistance fournie au programme en vertu du présent accord ou, le cas échéant, mettre fin à cette assistance. En aucun cas l'UNITAR ne consentira à assumer une dette excédant les fonds inscrits au compte du don à des fins spéciales.

27. L'Administration a fait valoir que, bien que les politiques et procédures de l'UNITAR relatives à la constitution et à la gestion de dons à des fins spéciales, fassent obligation à l'Administration de ne pas engager de dépenses avant la réception de contributions suffisantes, certaines dépenses initiales étaient inévitables. Certains projets étaient en cours d'exécution et on ne pouvait interrompre leurs activités à cause d'un retard dans la réception des contributions de donateurs. En l'absence d'un fonds de roulement qui permettrait de faire face à ce genre d'imprévus, on se retrouvait à un moment donné avec un solde déficitaire. Pour ces raisons, l'Administration ne pouvait éviter les situations signalées dans nos observations.

28. L'administration a indiqué d'autre part qu'elle organisait ses activités en fonction des sommes sur lesquelles elle estimait pouvoir compter, et que, la majorité des dons provenant de gouvernements qui soutiennent le plus fermement l'UNITAR, ce dernier devait faire preuve de compréhension à l'égard de leurs difficultés. Pour ces raisons, le Conseil d'administration avait toujours approuvé dans chaque exercice financier un objet de dépenses relatif aux subventions aux projets financés au moyen de dons à des fins spéciales. La politique approuvée par le Conseil d'administration était donc plus souple qu'il ne paraît.

29. Par ailleurs, l'Administration a toujours estimé, et en a informé le Conseil d'administration à plusieurs reprises, que les ressources du Fonds général devraient être utilisées comme capital d'amorçage pour attirer des dons à des fins spéciales et que dans le cas où un projet financé au moyen de ces dons se prolongeait un peu plus longtemps que prévu, les ressources du fonds général devraient être utilisées pour mener le projet à bien lorsqu'on ne pouvait obtenir de ressources supplémentaires auprès du(des) donateur(s).

Arrangements non contractuels pour la gestion d'un projet

30. Notre examen des dossiers d'un projet exécuté à l'aide d'un don à des fins spéciales (AGA 91800 : "Stratégies pour l'avenir de l'Afrique"), ayant son bureau à Dakar, a révélé que l'accord relatif au projet avait été conclu entre l'UNITAR et un donateur, à savoir le Swedish Agency for Research Co-operation with Developing Countries (l'Agence suédoise de coopération en matière de recherche avec les pays en développement).

31. Nous avons noté toutefois que d'autres organismes avaient pris part aux activités du projet, à savoir un gouvernement, l'Université des Nations Unies et le Forum du tiers monde, dont aucun n'était partie à l'accord initial relatif au projet. D'après la correspondance que nous avons consultée, nous avons pu constater par exemple que l'Université des Nations Unies avait fourni son propre budget pour le projet qui est géré par un directeur de programme appartenant au personnel de l'UNITAR.

32. Nous avons estimé que les arrangements existants n'avaient pas été élaborés d'une manière systématique et satisfaisante eu égard aux modalités juridiques, financières et administratives, ce qui pourrait entraîner des problèmes dans la gestion du projet.

33. Nous avons recommandé que l'Administration entreprenne de toute urgence une enquête sur les arrangements opérationnels établis, qui ne sont pas conformes au descriptif du projet et qu'elle prenne des mesures appropriées pour donner aux arrangements un caractère plus officiel.

34. L'administration a précisé que le projet avait bien été conçu comme projet de l'UNITAR entièrement financé par un pays donateur, mais qu'il avait été convenu par la suite avec ce donateur que le projet pourrait être élargi avec la participation d'autres partenaires. Le projet de l'UNITAR avait entraîné la création d'un réseau de chercheurs auxquels s'intéresse l'Université des Nations Unies. Ainsi le personnel de l'UNITAR avait été en mesure de répondre aux besoins de l'Université en matière de recherche aux frais de cette dernière. C'est pourquoi il n'avait pas été nécessaire de toucher à l'accord de base entre l'UNITAR et le donateur initial et d'y apporter des modifications. De toute manière, la participation de l'UNITAR au projet prendrait fin au 31 décembre 1986.

Fichier d'experts et consultants

35. Notre examen des procédures d'engagement de consultants a révélé que l'Institut n'avait pas établi de fichier des experts et consultants engagés ces dernières années, où seraient mentionnés le type de travail effectué et les rémunérations offertes. Pareil fichier donnerait pourtant des indications complémentaires pour l'engagement futur de consultants.

36. Nous avons donc recommandé, à cet égard, que l'Administration tienne à jour un fichier de candidats susceptibles d'être recrutés en qualité de consultants ou d'experts. De plus, à l'avenir, les noms d'autres candidats éventuels devraient figurer également dans les demandes d'engagement de consultants.

37. L'Administration a indiqué que, sous la direction actuelle et dans chaque domaine d'activité de l'UNITAR, la division ou le personnel du projet concerné tenait un fichier des conseillers techniques jugés les plus intéressants. La plupart des projets sont dirigés par les spécialistes les plus compétents disponibles, qui présentent en outre d'autres qualités requises en l'occurrence (aptitude linguistique, culture générale, etc.). Les mêmes critères s'appliquent aux consultants. Il est vrai, cependant, que l'Administration actuelle de l'UNITAR n'a pas pu se procurer de fichier d'experts et de consultants; elle a toutefois pris des mesures pour en établir un qui sera informatisé.

Projet "Centre pour la mise en valeur des ressources énergétiques
à petite échelle" (Rome)

Retard dans la formulation et la signature du descriptif du projet

38. Notre examen a révélé que la date prévue pour le démarrage de la deuxième phase du projet intitulé "Centre pour la mise en valeur des ressources énergétiques à petite échelle" était le 10 octobre 1985; en raison, toutefois, de retards dus à certains problèmes de formulation du projet, le descriptif n'avait pas pu être signé par le donateur en février 1986, alors que l'UNITAR l'avait signé en novembre 1985, le PNUD en décembre 1985 et le Directeur du Centre en janvier 1986. De plus, le projet portait actuellement deux numéros, alors que l'agent d'exécution auquel il était fait référence était le Bureau de l'énergie du PNUD, agissant en collaboration avec l'UNITAR.

39. L'Administration nous a informés que la mise au point finale du descriptif du projet serait certainement achevée à l'occasion de la réunion du conseil d'administration du Centre, prévue pour juin 1986. Quant au problème de numérotation, une fois que le Centre deviendrait un projet mondial du PNUD, la numérotation du PNUD remplacerait celle de l'UNITAR, et les procédures financières et comptables devraient être ajustées en conséquence puisque ce serait celles du PNUD qui s'appliqueraient.

Création d'un conseil d'administration et formation d'un comité consultatif

40. Le descriptif du projet prévoyait la création d'un conseil d'administration composé de représentants des principaux pays donateurs, des entreprises donatrices et de consultants de l'UNITAR et du PNUD, qui serait chargé d'assurer la supervision générale de la gestion du Centre. Il approuverait le budget et le programme de travail du Centre, qui lui seraient présentés par les coresponsables du projet.

41. Nous avons constaté, lors de notre examen, qu'aucun conseil d'administration n'avait été créé pour assurer la supervision générale de la gestion du Centre et approuver son programme de travail et son budget.

42. En outre, le descriptif de la première phase du projet prévoyait la formation d'un comité consultatif chargé d'examiner et de recommander le programme de travail et le budget du Centre, et de concevoir des principes et politiques destinés à régir les activités et opérations du Centre; or, nous avons constaté que cette disposition n'avait pas été appliquée.

43. A notre avis, cette omission a privé le Centre de services d'experts en matière de planification des programmes et du budget; aussi avons-nous recommandé que des dispositions soient prises pour constituer sans plus attendre ledit comité consultatif, car la durée d'exécution prévue pour le projet est de sept ans, voire plus.

44. L'Administration a expliqué par la suite que l'UNITAR et le PNUD coopéraient dans le domaine de l'énergie depuis plusieurs années et que des réunions avaient lieu régulièrement à New York entre le personnel de l'UNITAR et celui du PNUD pour examiner les activités communes dans ce domaine. Le budget et le programme de travail du Centre étaient arrêtés par le PNUD et l'UNITAR à l'occasion d'une de ces réunions, présidée personnellement par le Directeur général de l'UNITAR.

45. L'Administration a indiqué en outre que les deux organes mentionnés dans le descriptif, à savoir le conseil d'administration et le comité consultatif technique, n'avaient pas encore été constitués car le conseil d'administration devait se composer de représentants des principaux donateurs du Centre et que les coresponsables du projet faisaient actuellement des démarches auprès de gouvernements de pays donateurs pour qu'ils deviennent membres du Centre et donc de son conseil d'administration. La première réunion du conseil aurait lieu en juin 1986. L'Administration a en outre expliqué que c'était le conseil d'administration qui devait approuver la composition du comité consultatif technique. Néanmoins, le Centre n'avait pas commencé ses activités sans que les coresponsables du projet aient consulté les experts.

Dotation en personnel de projet et en installations et matériel de bureau

46. L'examen du descriptif du projet et des fichiers correspondants a révélé que même si l'objectif du Centre, en matière de dotation en personnel, est de maintenir à un minimum l'effectif permanent en faisant appel, autant que possible, à des consultants recrutés pour de courtes périodes, une fois que le Centre serait pleinement opérationnel, son personnel serait classé en catégories et le plein emploi serait atteint à mesure que ledit Centre se doterait des moyens nécessaires pour entreprendre davantage d'activités.

47. Néanmoins, après examen de la question avec l'Administration, il nous est apparu que le personnel actuellement prévu, notamment le personnel technique et les administrateurs, n'était pas suffisant pour faire face au développement des activités du Centre. De même, les locaux à usage de bureaux ont été jugés insuffisants, dans l'état actuel des choses, pour assurer le fonctionnement normal des installations prévues.

48. L'Administration nous a informés, à cet égard, que la pleine dotation en personnel du Centre serait subordonnée à des arrangements financiers à long terme que le conseil d'Administration examinerait en juin 1986. La dotation en personnel était en fait au coeur même des problèmes du Centre et il fallait leur accorder une priorité absolue pour éviter que le Centre ne donne des résultats insuffisants.

49. En outre, l'Administration a indiqué que des mesures étaient actuellement prises pour doter le Centre de moyens administratifs de base (par exemple, locaux plus convenables, achat d'un ordinateur personnel pour le traitement de textes et acquisition d'une voiture); tout cela, certes, nécessiterait du temps et des ressources qui auraient pu être consacrés à des activités plus techniques.

Comptabilisation des recettes

50. Notre vérification des comptes a révélé que les cotisations annuelles des membres associés étaient versées directement au Centre, qui délivrait des reçus et déposait les montants sur son compte bancaire.

51. Nous avons cependant constaté, à cet égard, que même si le mandat du Centre prévoit que ses dépenses seront couvertes, notamment, par les cotisations, aucune directive ni autorisation dans ce sens n'a été donnée par le siège de l'UNITAR.

52. Comme il est possible que le Centre dépasse le solde autorisé sur son compte d'avances temporaires, nous avons conseillé que les directives ou autorisations nécessaires soient obtenues auprès du siège de l'UNITAR, ou que des dispositions soient prises afin de virer ces montants au compte bancaire officiellement désigné à cet effet à New York.

53. L'Administration nous a informés qu'elle avait pris note de notre observation et que des procédures appropriées ne manqueraient pas d'être adoptées, d'autant que si le Centre devenait un projet mondial ou interrégional "classique" du PNUD, il devrait se conformer aux règles et procédures financières de cet organisme en ce qui concerne la perception et la comptabilisation des "ressources extra-budgétaires".

Certification et approbation des engagements de dépenses et des dépenses

54. La règle de gestion financière 110.3 de l'ONU dispose que tout engagement ou proposition de dépense doit être certifié par un agent certificateur, et être ensuite approuvé par un agent ordonnateur désigné à cette fin.

55. Or, notre examen a révélé que de janvier à décembre 1985, plusieurs pièces justificatives de dépenses n'avaient pas été approuvées avant paiement, et que dans certains cas même, elles n'avaient pas été certifiées.

56. Nous avons conseillé à l'Administration de s'assurer que les engagements de dépenses et les dépenses soient dûment certifiés et approuvés, conformément à la règle susmentionnée.

57. L'Administration nous a informés qu'à l'occasion d'un changement à la direction du Centre, la nomination d'un nouveau directeur en qualité d'agent certificateur était en cours. Elle a indiqué en outre que, depuis la démission du précédent agent ordonnateur en 1984, aucun remplaçant n'avait été nommé en attendant qu'une décision soit prise au sujet des membres du personnel qui devraient être chargés de l'administration.

Contrôle de la comptabilité matières

58. La règle de gestion financière 110.25 a) de l'ONU prévoit qu'il est tenu une comptabilité matières complète et précise des fournitures, matériel et autres biens achetés, reçus, remis, vendus ou écoulés d'une autre manière et des quantités restant en stock.

59. A cet égard, notre examen a révélé que le Centre ne tenait aucune comptabilité concernant les matières consommables et non consommables.

60. Dans sa réponse à notre enquête, l'Administration a indiqué qu'elle allait prendre immédiatement les mesures nécessaires pour se conformer à cette règle et qu'elle se procurerait les formulaires comptables requis.

Etudes des perspectives sociales (Bureau de l'UNITAR à Genève)

Plan de travail

61. Le manuel des politiques et procédures de l'UNITAR prévoit que la partie III de tout descriptif de projet doit contenir un plan ou programme de travail détaillé pour le projet en question.

62. Or, il nous est apparu, à l'examen du projet susmentionné - entrepris conjointement par l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS) et l'UNITAR - que cette disposition n'avait pas été respectée dans le descriptif et que de ce fait, par exemple, le plan de dépenses joint au descriptif en tant que partie V avait été établi sans l'appui d'un plan ou programme de travail détaillé.

63. Selon les explications fournies par l'Administration, bien que le don à des fins spéciales ait été négocié et convenu entre le Directeur général de l'UNITAR et le Secrétaire général de l'AMPS, il n'était pas possible, à ce stade initial, d'envisager un plan de travail détaillé car les activités de l'AMPS n'étaient encore qu'à l'état d'ébauches.

64. Nous avons donc recommandé qu'à l'avenir, les descriptifs contiennent un programme de travail détaillé afin de s'assurer, notamment, que les budgets des projets soient établis avec plus de précision et que l'exécution desdits projets en soit facilitée.

Produits documentaires non prévus dans le descriptif

65. De même, nous avons constaté que ni l'accord relatif à un don à des fins spéciales, ni le descriptif du projet, n'indiquaient clairement qu'il fallait établir des produits documentaires, d'où le retard observé dans la collecte de matériel de recherche pour 1984.

66. Nous avons considéré que, puisque les activités de l'AMPS avaient trait à du matériel de recherche, il serait plus utile pour le Centre d'établir clairement les responsabilités en matière de documentation. Cela aiderait à réduire au minimum le retard observé dans la collecte de matériel de recherche pour 1984.

67. L'Administration a indiqué, à cet égard, que la question n'avait pas été portée à son attention lors de la préparation de l'accord relatif à un don à des fins spéciales et du descriptif du projet. Elle a décidé toutefois de prévoir, désormais, une colonne appropriée dans ses descriptifs de projets.

Retard dans la publication des rapports d'évaluation

68. L'accord relatif à un don à des fins spéciales conclu par l'UNITAR et l'AMPS prévoit, à son article V, que les deux parties doivent procéder à une évaluation conjointe des activités financées au moyen du don. La partie IV du descriptif du projet indique aussi que le projet en question sera suivi et évalué périodiquement par le Conseil exécutif de l'AMPS.
69. Notre examen du dossier concernant le projet de 1984 a révélé qu'aucun rapport n'avait été publié, ni par l'UNITAR et l'AMPS, ni par le Conseil exécutif de l'AMPS. Nous avons aussi constaté, lors de la vérification des comptes, que l'accord relatif au don n'était lui-même pas explicite quant à la date éventuelle de publication d'un rapport d'évaluation.
70. A cet égard, après nous avoir montré un rapport intérimaire d'évaluation daté du 7 mars 1986, l'Administration a expliqué que la publication du rapport d'évaluation définitif avait été retardée parce qu'un livre intitulé "Urban Explosion: Chaos or Mastery?", qui contenait des extraits des mémoires présentés lors de l'exécution du projet et qui était considéré comme l'un des produits du projet, n'avait pas encore été publié en anglais. La version française avait paru en novembre 1985.
71. Nous avons estimé qu'un rapport d'évaluation pouvait renseigner sur les résultats obtenus et les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet de 1984 et qu'il pourrait aussi fournir les informations de base pertinentes pour définir des activités similaires à l'avenir. De même, la fixation d'une date précise, dans l'accord relatif au don, en ce qui concerne la publication d'un rapport d'évaluation, aiderait à réduire au minimum le retard constaté dans la publication dudit rapport.

Contrôle de la comptabilité

72. Ayant examiné les arrangements existants, au bureau de Genève puis au siège de l'UNITAR, au sujet des attributions concernant le financement, la comptabilité et le suivi des activités de projets financés par des dons à fins spéciales et du Fonds général, nous avons constaté que le chef du bureau de Genève était chargé de certifier les dépenses, alors que le Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève avait pour tâche de les enregistrer et de les transférer, au moyen de bordereaux interservices, à la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU, à New York. La Section des finances et de l'administration de l'UNITAR relevait les dépenses dans les rapports mensuels sur les comptes budgétaires, pour établir ensuite des récapitulatifs provisoires et finals qui étaient envoyés au donateur dans le cas de projets financés à partir de dons à des fins spéciales.
73. Nous avons noté, à cet égard, que l'agent certificateur n'effectuait pas un suivi régulier des dépenses et que la Section des finances et de l'administration de l'UNITAR ne vérifiait pas le bien-fondé des transactions. En fait, il nous a même été impossible d'obtenir, pour les examiner, les pièces comptables correspondantes au bureau de Genève.
74. Nous avons donc recommandé, eu égard aux arrangements existants en matière de comptabilité, que l'Administration demande à recevoir périodiquement des relevés comptables établis par le Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève, afin de pouvoir examiner et surveiller efficacement les dépenses. Cela permettrait aussi à l'agent certificateur de prendre des mesures immédiates en cas de problèmes financiers et comptables à Genève.

75. L'Administration a approuvé notre recommandation, tout en expliquant néanmoins que le contrôle n'était pas effectué car jusqu'ici, les tentatives faites, tant au bureau de l'UNITAR à Genève qu'au siège de l'Institut à New York, pour obtenir des relevés de comptes mensuels auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, s'étaient révélées vaines. Elle a fait savoir qu'elle transmettrait cette observation à l'Office des Nations Unies à Genève afin de recevoir des propositions concrètes.

Activités productrices de recettes

Passation de contrats de publication

76. Notre examen a révélé que l'UNITAR avait établi des directives concernant l'acceptation et le traitement de documents destinés à des publications sur les activités de l'Institut relatives à des projets. Ces directives prévoyaient notamment qu'il conviendrait de suivre la pratique de l'ONU en la matière et de procéder par des appels d'offres auprès d'établissements commerciaux pour faire imprimer des ouvrages. Nous avons noté, à cet égard, que la passation des contrats de publication avait été confiée au seul fonctionnaire chargé des publications alors que, de surcroît, il n'existait aucune directive écrite à ce sujet.

77. Soucieux de donner plus de cohérence à la passation des contrats de publication de l'UNITAR et de faire jouer la concurrence dans ce domaine, nous avons recommandé ce qui suit :

- a) Création d'un comité chargé de la passation des contrats de publication;
- b) Etablissement de directives écrites au sujet de la passation de contrats de publication.

78. L'Administration nous a informés que trois administrateurs du Bureau du Directeur général étaient collectivement chargés de la passation des contrats de publication. Néanmoins, conformément à notre recommandation, elle constituerait officiellement un comité et publierait les directives susmentionnées.

Immobilisations

Compte d'avances temporaires

79. Nous avons constaté qu'un accord contractuel conclu, en date du 10 décembre 1964, entre l'ONU et une entreprise privée pour l'entretien du bâtiment de l'UNITAR avait été révisé en mars 1980 afin de prendre en considération, notamment, l'ouverture d'un compte d'avances temporaires au solde mensuel minimum de 10 000 dollars. Ledit compte avait toutefois été clôturé suite à une convention de modification en date du 27 octobre 1982, qui rétablissait l'accord initial du 10 décembre 1964 en ce qui concernait les entrées et sorties de fonds.

80. Notre examen a révélé que, contrairement aux modalités de l'accord ainsi révisé et à défaut de toute nouvelle modification, la procédure du compte d'avances temporaires avait été réintroduite en janvier 1985 pour les transactions avec l'entreprise en question.

81. Afin de légaliser le fonctionnement de ce compte, nous avons recommandé que la convention de modification soit elle-même révisée de manière à prévoir l'ouverture d'un compte d'avances temporaires.

82. L'Administration a approuvé notre recommandation, assurant que la question serait examinée par la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU, compétente en la matière.

Observations sur les questions traitées dans le rapport de 1984

Gestion financière

83. Suite aux lacunes dans les opérations financières et comptables dont nous avons fait état dans le rapport de 1984 1/, nous avons recommandé à l'Administration d'envisager de revoir les arrangements comptables conclus entre l'UNITAR et la Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU afin de veiller à ce que lesdites opérations soient efficacement coordonnées et effectuées.

84. A cet égard, la Division de la comptabilité nous a informés, à l'issue d'un examen préliminaire, que seules quelques modifications mineures devaient être apportées aux arrangements existants.

85. Nous avons toutefois constaté depuis lors que des progrès considérables avaient été faits dans la coordination des opérations financières et comptables de l'UNITAR, suite notamment au détachement prolongé d'un fonctionnaire de la Division de la comptabilité pour venir compléter le personnel comptable de l'UNITAR. En fait, l'Administration de l'UNITAR s'est déclarée satisfaite du concours que lui avait apporté l'Administration de l'ONU sur ce plan.

Rapports sur les frais de voyage

86. Suite à nos observations antérieures, nous avons signalé à l'Administration qu'il fallait régler dans les plus brefs délais les factures concernant des billets d'avion, de façon que les engagements de dépenses soient dûment acquittés. Nous avons constaté depuis lors que des mesures plus efficaces avaient été prises en 1985 en ce qui concerne la liquidation des engagements de dépenses pour frais de voyage, si bien qu'au 31 décembre 1985, les engagements non liquidés ne s'élevaient plus qu'à 27 294 dollars (contre 81 597 l'année précédente). Qui plus est, sur ce montant, 9 659 dollars concernaient des autorisations de voyage délivrées en décembre 1985. Nous avons encouragé l'Administration à poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les factures concernant les frais de voyage soient reçues et réglées rapidement.

Activités de coopération technique

87. Notre examen du système de gestion des projets de l'UNITAR en 1985 a révélé que, suite à nos recommandations formulées dans le précédent rapport 1/, l'Administration avait publié des directives concernant la gestion des opérations hors siège; de ce fait, des mesures avaient été prises pour corriger la plupart des lacunes mentionnées dans le rapport.

88. Nous avons constaté en outre que l'Administration avait pris des dispositions afin de donner un caractère plus formel aux politiques et procédures et de les étayer sur des documents, de manière à disposer d'un cadre solide pour la gestion des projets de l'UNITAR.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 5D (A/40/5/Add.4), sect. II.

Etats financiers

89. Suite à notre recommandation tendant à ce que la présentation des états financiers soit conforme à la nouvelle structure budgétaire de l'UNITAR, l'Administration (Division de la comptabilité du Secrétariat de l'ONU) a pris des mesures appropriées et fait apparaître les catégories adéquates dans les états financiers (voir état II) de l'exercice terminé le 31 décembre 1985.

Dettes d'un ancien locataire

90. Au sujet des loyers impayés d'un ancien locataire du bâtiment de l'UNITAR, nous avons indiqué, dans notre précédent rapport, que l'Administration avait de nouveau demandé à la Division des questions juridiques générales (Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU) de lui donner avis sur les possibilités de recouvrement, moyennant une action en justice, des 144 026 dollars dus par l'ancien locataire.

91. Nous avons été informés depuis lors que la Division des questions juridiques avait déconseillé les poursuites judiciaires, mais suggéré en revanche d'organiser une entrevue formelle entre le locataire et les représentants de l'Administration de l'UNITAR pour examiner les modalités de paiement.

92. Nous avons constaté à cet égard que l'Administration avait pris directement contact avec le locataire, qui avait alors versé un premier acompte de 5 000 dollars en mars 1986 et annoncé un deuxième versement, de 10 000 dollars.

93. Dans ces conditions, l'Administration a indiqué qu'elle envisageait de poursuivre ses efforts en vue d'obtenir le règlement du solde.

Remerciements

94. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur général, ses collaborateurs et les membres de leur personnel du concours qu'ils lui ont apporté.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

Le Premier Président de la Cour des comptes
de la Belgique,

(Signé) A. DEFOY

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines,

(Signé) Teofisto T. GUINGONA

III. COMMENTAIRES DU DIRECTEUR GENERAL DE L'UNITAR SUR LES
OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES

1. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes est reproduit dans la section II du présent document. On trouvera ci-après les observations du Directeur général de l'UNITAR au sujet des questions soulevées par les commissaires aux comptes. Elles sont destinées à compléter les points de vue de l'Administration, déjà consignés dans le rapport du Comité. Pour plus de commodité, les numéros des paragraphes du rapport du Comité sont indiqués entre parenthèses dans le texte.

Exercice terminé le 31 décembre 1984

2. Des dispositions ont été prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les comptes de l'UNITAR pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984 1/. Une nouvelle amélioration a été apportée à la structure et à la présentation du budget, qui a permis un contrôle budgétaire des recettes et des dépenses, d'où l'excédent de recettes enregistré. L'Institut a utilisé au maximum les monnaies non convertibles, ce qui a entraîné une diminution spectaculaire des soldes dans ces monnaies.

Exercice terminé le 31 décembre 1985

3. Le présent rapport contient également des observations formulées par le Comité des commissaires aux comptes (voir plus haut, sect. II) au sujet, surtout, des activités menées par l'UNITAR dans le cadre de son programme. On trouvera ci-après des commentaires du Directeur général, qui viennent s'ajouter à ceux déjà mentionnés dans le rapport :

a) Dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1985, le Comité des commissaires aux comptes reconnaît que l'Institut a amélioré son système de gestion des projets;

b) Dans certains cas (quatre projets sur un total de 55), il a recommandé des améliorations. L'Administration a accepté la plupart de ces recommandations et prendra les mesures appropriées;

c) Un projet (voir sect. II, par. 23 à 26) a été critiqué par le Comité pour avoir reçu des contributions du Fonds général de l'Institut. Bien qu'en principe tout projet exécuté au titre d'un don à des fins spéciales doive être financé sans recourir au Fonds général de l'Institut, le Conseil d'administration n'a pas exclu cette possibilité dans certains cas.

Remerciements

4. Le Directeur général tient à remercier, au nom de l'Institut, le Comité des commissaires aux comptes et son personnel d'avoir examiné à fond les comptes de l'Institut et d'avoir formulé à ce sujet des observations et des recommandations constructives.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 5D (A/40/5/Add.4), sect. II.

IV. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après numérotés de I à V, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte de la situation financière au 31 décembre 1985 et des résultats des opérations effectuées au cours de l'exercice terminé à cette date. Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables énoncés, lesquels ont été appliqués sur une base compatible avec celle utilisée pour l'exercice financier précédent, et les opérations ont été conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

Le Premier Président de la Cour des comptes
de la Belgique,

(Signé) A. DEFOY

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines,

(Signé) Teofisto T. GUINGONA

Le 30 juin 1986

V. CERTIFICATION DES ETATS FINANCIERS

Je certifie que les états I à V de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche joints ci-après sont corrects.

Le Contrôleur,

(Signé) J. Richard FORAN

Le 18 avril 1986

VI. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1985

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Fonds général : utilisation des crédits ouverts pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

Chapitre du budget	Ouverture de crédits		Dépenses		Solde non engagé
	Initiales	Addition- nelles a/ Révisées	Décals- sements	Engagements non réglés	Total
I. Conseil d'administration	70 000	8 000	78 000	58 757	17 635
II. Bureau du Directeur général	349 000	25 000	374 000	363 488	1 110
III. Bureau du Directeur général - Groupe des publications et de l'information	51 000	60 000	111 000	79 976	1 000
IV. Bureau du Directeur général - Secrétariat du Conseil d'administration et coordination des relations extérieures	129 000	-	129 000	117 116	130
V. Bureau du Directeur général - Finances et administration	330 000	(33 000)	297 000	288 684	3 316
VI. Division de la formation	520 955	34 000	554 955	497 891	2 757
VII. Division de la recherche	172 000	110 000	282 000	248 219	5 711
VIII. Bureau européen de l'UNITAR (Genève)	190 000	-	190 000	132 017	1 347
IX. Frais généraux	622 000	(3 000)	619 000	578 118	10 093
Total	2 433 955	201 000	2 634 955	2 364 266	43 099
					2 407 365
					227 590

a/ Ajustements opérés avec l'approbation du Conseil d'administration.

ETAT II

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Fonds général : état des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
<u>Recettes</u>		
Contributions des gouvernements	1 698 871	1 990 166
Subventions de l'Organisation des Nations Unies	600 000 <u>a/</u>	-
Remboursement au titre des dépenses d'appui aux programmes	102 767	137 402
Revenu des placements	4 927	32 096
Recettes provenant de loyers	47 414	94 055 <u>b/</u>
Recettes accessoires	28 251	50 111
Remboursement de dépenses de l'exercice précédent	20 843	16 971
Vente de publications	143	177
Droits d'auteur	4 125	3 586
Economies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent	3 380	88 281
Total, recettes	<u><u>2 510 721</u></u>	<u><u>2 412 845</u></u>
<u>Dépenses</u>		
Traitements et dépenses communes de personnel	1 508 512	1 424 316
Concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés	108 268	85 890
Services de sécurité	25 695	51 211
Frais de voyage du personnel	46 273	68 786 <u>c/</u>
Frais de voyage des participants	2 355	6 894 <u>c/</u>
Vérification extérieure des comptes	13 836	13 836
Appels de fonds	30 612	24 412
Tables rondes et conférences	2 581	-
Sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil d'administration	73 606	53 478
Réunions des comités des finances et des publications du Conseil d'administration	-	58 437
Fournitures et accessoires	10 167	18 513
Mobilier et matériel	57 077	18 480
Livres, documents et périodiques destinés à la bibliothèque	2 228	1 321
Documentation et publications	5 742	19 875
Communications	121 406	120 682
Locaux	300 195	244 968

ETAT II (suite)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
Subventions destinées à des projets spéciaux	36 124	23 681
Relations publiques et dépenses de représentation	20 875	9 266
Dépenses accessoires	21 903	43 043
Perte au change	<u>19 910 d/</u>	<u>58 051</u>
Total, dépenses (état I)	<u>2 407 365</u>	<u>2 345 140</u>
Excédent des recettes sur les dépenses pour la période susmentionnée	103 356	67 705
<u>Moins</u> : Ajustements opérés pour la période précédente	-	(51 250)
<u>Excédent net des recettes sur les dépenses</u> (état III)	<u>103 356</u>	<u>16 455</u>

a/ Ce chiffre représente une avance sur la subvention, jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars, approuvée par l'Assemblée générale dans la résolution 39/177 du 17 décembre 1984, pour compléter les ressources provenant des contributions volontaires au Fonds général de l'Institut.

b/ Y compris 62 421 dollars correspondant au loyer d'un ancien locataire non recouvré.

c/ Chiffres comparés modifiés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.

d/ Ce chiffre est la somme d'une perte de 18 692 dollars au titre de contributions annoncées (tableau 3.1) et d'une perte de 1 218 dollars sur d'autres transactions.

ETAT III

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Fonds général : état de l'actif et du passif au 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
<u>Actif</u>		
Encaisse	143 028	62 169
Contributions annoncées non encore versées (tableau 3.1)	1 318 697	1 573 144
Sommes à recevoir	316 943	332 855
Charges différées	33 958	22 100
Total, actif	<u>1 812 626</u>	<u>1 990 268</u>
<u>Passif</u>		
Sommes à payer	75 801 a/	35 766 a/
Engagements non réglés (état I)	43 099	81 133
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	726 978	338 775
Avance provenant du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	886 000 b/	886 000 b/
Recettes comptabilisées d'avance	655 055	1 326 257
Total, passif	<u>2 386 933</u>	<u>2 667 931</u>
<u>Solde du Fonds</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1985	(677 663)	(694 118)
<u>A ajouter</u> : Excédent net des recettes sur les dépenses (état II)	<u>103 356</u>	<u>16 455</u>
Solde disponible au 31 décembre 1985	<u>(574 307)</u>	<u>(677 663)</u>
Total, passif et solde du Fonds	<u>1 812 626</u>	<u>1 990 268</u>

a/ Non compris le passif exigible destiné au versement des cotisations à la Caisse des pensions, d'un montant approximatif de 280 000 dollars, des anciens détenteurs de lettres d'agrément de l'UNITAR qui ont demandé à participer rétroactivement à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

b/ Cette avance a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/177 du 19 décembre 1983 pour couvrir le déficit budgétaire de l'Institut en 1983. Le remboursement commencera après une période de franchise de deux ans au plus à compter de cette date.

Tableau 3.1

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Fonds général : tableau des contributions annoncées non encore versées au 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

Pays	Contributions annoncées non encore versées au 1er janvier 1985	Contributions annoncées pour 1985 et ajustements des contributions annoncées précédemment	Plus : contri- butions annon- cées pour des exercices ultérieurs	Moins : montants recouvrés en 1985	Moins: perte (gain) au change	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1985
Algérie	515	10 000	-	10 000	-	515
Allemagne, République fédérale d'	-	192 307	-	171 245	21 062	-
Arabie saoudite	-	50 000	-	50 000	-	-
Argentine	20 000	-	20 000	20 000	-	20 000
Autriche	-	23 256	28 249	21 730	1 526	28 249
Bahamas	-	1 000	-	1 000	-	-
Banladesh	-	2 000	-	-	-	2 000
Barbade	250	250	-	250	-	250
Burundi	2 233	-	877	2 500	327	283
Cameroun	17 048	21 277	26 110	32 098	2 193	30 144
Canada	-	65 694	-	65 694	-	-
Chili	-	5 000	5 000	5 000	-	5 000
Chine	-	20 000	20 000	-	-	40 000
Congo	10 000	5 000	-	-	-	15 000
Côte d'Ivoire	20 000	8 568	-	28 568	-	-
Cuba	-	3 000	-	-	-	3 000
Danemark	-	40 909	-	37 583	3 326	-
Egypte	-	6 000	6 000	6 000	-	6 000
Espagne	80 000	23 542	32 258	23 542	-	112 258
Etats-Unis d'Amérique	-	422 000	-	-	-	422 000
Finlande	-	72 993	110 092	77 255	(4 262)	110 092
France	12 373	25 728	39 216	37 765	336	39 216
Grèce	-	5 000	5 000	5 000	-	5 000
Guinée	-	1 000	-	1 000	-	-
Hongrie	4 538	(4 538) a/	4 330	-	-	4 330
Inde	-	25 000	25 000	-	-	50 000
Indonésie	-	14 000	4 000	10 000	-	8 000
Iran (République islamique d')	-	10 000	10 000	10 000	-	10 000
Iraq	15 000	-	-	-	-	15 000
Irlande	-	11 213	-	11 127	86	-
Israël	-	4 000	4 000	4 000	-	4 000
Italie	-	52 632	75 802	57 984	(5 352)	75 802
Jamaïque	-	2 000	-	2 000	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	-	50 000	-	50 000	-	-
Japon	-	100 000	-	100 000	-	-
Kenya	1 185	-	982	-	204	1 963
Koweït	-	20 000	20 000	20 000	-	20 000
Luxembourg	-	1 639	2 549	1 478	161	2 549
Malawi	-	1 007	936	930	77	936
Mali	-	500	-	-	-	500
Malte	-	545	-	545	-	-
Nigéria	-	13 055	10 000	12 111	944	10 000
Norvège	-	112 994	132 450	108 950	4 044	132 450
Nouvelle-Zélande	-	4 253	-	4 253	-	-
Oman	-	10 000	10 000	10 000	-	10 000
Ouganda	-	5 000	-	-	-	5 000
Pakistan	10 000	10 000	15 000	10 000	-	25 000
Pays-Bas	-	43 453	-	43 453	-	-
Philippines	10 000	1 000	10 000	1 000	-	20 000
Qatar	-	10 000	-	10 000	-	-
République de Corée	-	10 000	9 333	10 000	-	9 333
République-Unie de Tanzanie	(3 405)	3 405	3 582	3 582	-	-
Sénégal	-	-	3 000	-	-	3 000
Suède	-	91 429	-	101 336	(9 907)	-
Suisse	-	64 800	-	60 845	3 955	-
Trinité-et-Tobago	-	-	2 778	-	-	2 778
Tunisie	-	1 960	2 342	-	(28)	4 330
Venezuela	-	17 200	8 629	17 200	-	8 629
Yémen	-	1 400	-	1 400	-	-
Yémen démocratique	1 150	1 400	1 540	-	-	4 090
Yougoslavie	5 000	5 000	5 000	5 000	-	10 000
Zaïre	41 000	-	1 000	-	-	42 000
Total	246 887 b/	1 698 871	655 055	1 263 424	18 692	1 318 697

a/ Reclassement des contributions annoncées pour 1984 dans la catégorie "Dons à des fins spéciales".

b/ Représente le total des contributions non versées au 31 décembre 1984 (1 573 144 dollars), moins les contributions annoncées pour des exercices ultérieurs, non encore versées à cette date (1 326 257 dollars).

ETAT IV

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Fonds des immobilisations : état de l'actif et solde du Fonds au 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
<u>Actif</u>		
Immobilisations		
Bail emphytéotique et immeuble	<u>465 000</u>	<u>465 000</u>
Total, immobilisations	<u>465 000</u>	<u>465 000</u>
<u>Solde du Fonds</u>		
Dons	<u>465 000</u>	<u>465 000</u>
Total, solde du Fonds	<u>465 000</u>	<u>465 000</u>

Note : Le montant de 465 000 dollars indiqué pour un bail emphytéotique et l'immeuble correspondant représente le montant payé pour l'immeuble ainsi loué au 805 First Avenue, United Nations Plaza, New York, lorsque le bail a été cédé aux Nations Unies. Sur cette somme, un montant de 450 000 dollars a été donné à l'Organisation des Nations Unies, à l'intention de l'Institut, par une fondation. Le bail emphytéotique expirera en 2035.

ETAT V

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE
FONDS "DONS A DES FINS SPECIALES"

I. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé
le 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
<u>Recettes</u>		
Dons (tableau 5.1)	1 901 973	1 592 391
Revenu des placements	67 116	52 490
Economies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent	57 292	111 701
Recettes accessoires	21 977	16 644
Gain au change (net)	29 260 <u>a/</u>	-
Total, recettes	<u>2 077 618</u>	<u>1 773 226</u>
<u>Dépenses</u>		
Traitements et dépenses communes de personnel	829 963	689 747
Frais de voyage du personnel	90 024	277 509
Concours extérieurs pour l'exécution de services spécialisés	369 813	430 778
Tables rondes et conférences	2 971	-
Frais de voyage des participants	437 574	- <u>b/</u>
Documentations et publications	30 128	34 206
Communications	31 612	29 265
Locaux	43 150	23 718
Dépenses accessoires	55 596	82 180
Perte au change	-	90 769
Total partiel	<u>1 890 831</u>	<u>1 658 172</u>
Dépenses d'appui aux programmes	<u>100 799 <u>c/</u></u>	<u>137 402</u>
Total, dépenses	<u>1 991 630</u>	<u>1 795 574</u>
<u>Excédent net des recettes sur les dépenses</u>	<u>85 988</u>	<u>(22 348)</u>

a/ Y compris une perte au change de 21 569 dollars et un gain au change de 50 829 dollars.

b/ Y compris les frais de voyage du personnel.

c/ Les remboursements au titre des dépenses d'appui aux programmes d'un montant total de 120 872 dollars provenant de dons à des fins spéciales (100 799 dollars) et du PNUD (20 073 dollars) ont été portés au Fonds général : 102 767 dollars ont été comptabilisés en recettes de l'exercice, et 18 105 dollars considérés comme recettes afférentes à l'exercice de 1986 ont été inclus dans le poste "Sommes à payer".

ETAT V (suite)

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE
FONDS "DONS A DES FINS SPECIALES"

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1985</u>	<u>1984</u>
<u>Actif</u>		
Encaisse	931 259	786 765
Encaisse (monnaies non convertibles)	530 721	728 374
Sommes à recevoir	502 927	307 079
A recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	67 542	-
Charges différées	<u>83 814</u>	<u>62 294</u>
Total, actif	<u>2 116 263</u>	<u>1 884 512</u>
<u>Passif</u>		
Sommes à payer	9 251	7 084
Engagements non réglés	500 807	174 498
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	<u>-</u>	<u>182 713</u>
Total, passif	<u>510 058</u>	<u>364 295</u>
<u>Solde du Fonds</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1985	1 520 217	1 542 565
<u>Plus</u> : Excédent des recettes sur les dépenses	<u>85 988</u>	<u>(22 348)</u>
Solde disponible au 31 décembre 1985	<u>1 606 205</u>	<u>1 520 217</u>
Total, passif et solde du Fonds	<u>2 116 263</u>	<u>1 884 512</u>

Tableau 5.1

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

FONDS "DONS A DES FINS SPECIALES"

Etat des recettes et dépenses et solde du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985

(En dollars des Etats-Unis)

Projets	Solde du Fonds au 1er jan. 1985	Recettes provenant de dons	Autres recettes et ajustements a/	Fonds disponibles	Décaissements	Dépenses		Solde du Fonds au 31 déc. 1985
						Engagements non réglés	Total	
A. Monnaies convertibles								
Coopération régionale et internationale dans les années 80								
Espagne	900	-	1 094	1 994	926	-	926	1 068
Inde	2 196	-	2 669	4 865	2 260	-	2 260	2 605
Italie	16 822	-	20 445	37 267	17 310	-	17 310	19 957
Japon	2 188	-	2 659	4 847	2 251	-	2 251	2 596
Koweït	2 401	-	2 918	5 319	2 471	-	2 471	2 848
Organisation des Etats américains	549	-	667	1 216	565	-	565	651
<hr/>								
Total partiel	25 056	-	30 452	55 508	25 783	-	25 783	29 725
<hr/>								
Stratégies pour l'avenir de l'Asie								
Pays-Bas	22 527	(571) b/	3 739	25 695	13 265	3 171	16 436	9 259
<hr/>								
Stratégie pour l'avenir de l'Afrique								
Suède - Agence suédoise pour la coopération avec les pays en développement en matière de recherche	67 754	165 590	17 884	251 228	252 789	956	253 745	(2 517)
<hr/>								
Création d'un centre pour l'interprétation simultanée								
Jamahiriya arabe libyenne	3 088	-	274	3 362	-	-	-	3 362
<hr/>								
Création d'un institut d'études diplomatiques en Arabie saoudite								
Arabie saoudite	(46 857)	282 486	30 437	266 066	146 725	16 771	163 496	102 570
<hr/>								
Evolution de la responsabilité des Etats en ce qui concerne les dommages causés par les innovations scientifiques et techniques								
République fédérale d'Allemagne	15 103	-	977	16 080	7 791	5 026	12 817	3 263
- Fondation Volkswagen								

Tableau 5.1 (suite)

Projets	Solde du Fonds au 1er jan. 1985	Recettes provenant de dons	Autres recettes et ajus- tements a/	Fonds disponibles	Dépenses		Solde du Fonds au 31 déc. 1985
					Décais- sements	Engagements non réglés	
Aide à l'Institut d'études diplomatiques de Tripoli	42 253	-	3 303	45 556	5 538	2 199	37 819
Jamahiriya arabe libyenne							
Utilisation de variétés d'arbres à croissance rapide pour la production de bois de chauffage dans les pays d'Asie							
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la recherche sur la coopération régionale en Asie et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	21 787	-	1 569	23 356	31	-	23 325
Conventions multilatérales des Nations Unies							
Royaume-Uni	11 690	(11 912) c/	222	-	-	-	-
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels							
Fondation Ford	7 018	58 500	634	66 152	67 996	16 889	(18 733)
Fonds général de l'UNITAR	4 190	-	-	4 190	-	-	4 190
Centre UNITAR/PNUD d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques	-	270 704	-	270 704	269 617	1 087	-
Deuxième Conférence sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques							
Venezuela	(60 690)	-	-	(60 690)	-	-	(60 690)
Coût d'un administrateur adjoint, Mme Petra Mergenthaler							
République fédérale d'Allemagne	14 350	(14 350) d/	-	-	-	-	-
Conférence sur les gisements de pétrole et de gaz à faible profondeur, David Lenefsky							
Divers donateurs	(32 360)	37 656	(279)	5 017	5 297	-	(280)
Administrateur adjoint, Mme Matten Meitzel							
République fédérale d'Allemagne	56 220	-	4 578	60 798	32 450	-	28 348

Tableau 3.1 (suite)

Projets	Solde du Fonds au 1er jan. 1985	Recettes provenant de dons	Autres recettes et ajustements a/	Fonds disponibles	Dépenses		Solde du Fonds au 31 déc. 1985
					Décaissements	Engagements non réglés	
Centre pour la mise en valeur des ressources énergétiques à petite échelle Italie	159 357	424 455	32 212	616 024	209 193	10 386	396 445
Séminaire Suisse-UNITAR Botswana	22 150	-	2 680	24 830	188	-	24 642
Séminaire Suisse-UNITAR Rwanda	14 873	-	(112)	14 761	9 462	-	5 299
Programme de formation à l'intention des membres du service diplomatique gabonais	-	-	324	324	-	-	324
Colloque régional en anglais et français sur la modernisation de l'administration publique en Afrique Canada	102 896	-	9 097	111 993	50 056	3 939	57 998
Programme de formation à la diplomatie à l'intention des agents du Ministère des affaires étrangères Guinée-Bissau	-	18 000	56	18 056	14 321	3 081	654
Séminaire sur le Président Truman et l'Organisation des Nations Unies	-	-	2 212	2 212	-	-	2 212
Programme de formation aux principes de base de la diplomatie Programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation de la nation namibienne	8 601	(8 944) d/	4 283	3 940	-	-	3 940
Projet de publications en matière de formation Banque mondiale	6 079	-	1 438	7 517	-	-	7 517
Association sur les perspectives sociales mondiales	91 229	31 800	(5 238)	117 791	44 952	-	72 839
Programme de formation à l'établissement des rapports qui doivent être présentés en application des conventions relatives aux droits de l'homme Fondation Ford	-	141 000	2 477	143 477	65 955	62	77 460

Tableau 5.1 (suite)

Projets	Solde du Fonds au 1er jan. 1985	Recettes provenant de dons	Autres recettes et ajustements a/	Fonds disponibles	Dépenses		Solde du Fonds au 31 déc. 1985
					Décaissements	Engagements non réglés	
Stratégies pour l'avenir de l'Amérique latine							
Espagne	37 010	-	2 713	39 723	15 318	258	24 147
Séminaire de formation sur la pollution marine par les déchets radioactifs à l'intention des diplomates latino-américains							
Espagne	37 010	(23 541) c/	1 047	14 516	11 468	-	3 048
Cours de formation organisé conjointement par l'UNITAR et par l'Institut international d'administration publique (IIAP) à l'intention des jeunes diplomates des pays africains francophones							
PNUD	-	24 200	-	24 200	21 017	2 433	23 450
Administrateur adjoint, M. Schlashter							
République fédérale d'Allemagne	-	54 551	1 141	55 692	20 124	800	34 768
Réseau d'information sur la population en Amérique latine							
Italie	-	49 440	491	49 931	29 887	1 203	18 841
Administrateur adjoint à Genève, Mme Mussing							
République fédérale d'Allemagne	-	25 600	421	26 021	16 748	4 059	5 214
Cours de formation à la diplomatie à l'intention de cadres namibiens							
	-	112 541	1 233	113 774	65 330	54 511	(6 067)
Séminaires pilotes sur la politique étrangère et la planification à l'intention des conseillers politiques principaux des gouvernements africains							
Suisse	-	131 644	-	131 644	-	-	131 644
Nouvelles réalités concernant les politiques économiques en Afrique : le secteur public contre le secteur privé							
	-	15 000	55	15 055	12 146	730	2 179
Programme de formation à l'intention des fonctionnaires nigériens, 25 octobre-1er novembre 1985							
	-	4 746	-	4 746	4 746	-	4 746

Tableau 5.1 (suite)

Projets	Solde du Fonds au 1er jan. 1985	Recettes provenant de dons	Autres recettes et ajus- tements a/	Fonds disponibles	Dépenses		Solde du Fonds au 31 déc. 1985
					Décais- sements	Engagements non réglés	
Revenu des placements	244	-	(244)	-	-	-	-
Compte spécial - projets achevés	576	571	-	1 147	-	-	1 147
Total, monnaies convertibles	631 154	1 789 166	150 076	2 570 396	1 418 193	127 561	1 545 754
B. Monnaies non convertibles							
Fonds pour la formation et la recherche							
Chine	20 202	-	(7 087)	13 115	-	-	13 115
Hongrie	13 001	4 112	447	17 560	-	-	17 560
Union des Républiques socialistes soviétiques	849 350	108 695	32 049	990 094	72 630	373 246	544 218
Fonds pour les bourses d'études							
Roumanie	6 510	-	160	6 670	-	-	6 670
Total, monnaies non convertibles	889 063	112 807	25 569	1 027 439	72 630	373 246	581 563
Total, monnaies convertibles et monnaies non convertibles	1 520 217	1 901 973	175 645	3 597 835	1 490 823	500 807	1 991 630
							1 606 205

a/ Comprend le revenu des placements, les économies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent, diverses recettes et le gain net au change.

b/ Virement permettant de couvrir un déficit au titre d'un projet achevé.

c/ Virement au Fonds général lors de l'achèvement des projets.

d/ Virement du solde à d'autres projets.

Notes relatives aux états financiersRésumé des principes comptables importants appliqués par l'UNITAR

On trouvera exposés ci-après les principes comptables importants appliqués par l'UNITAR :

a) Comme il est prévu à l'article VIII du statut de l'Institut, les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière que le Secrétaire général a formulées en application dudit règlement, aux instructions administratives émanant du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion ou du Contrôleur, et conformément aux principes généralement acceptés en matière de comptabilité publique. L'Organisation des Nations Unies applique la norme comptable internationale 1 relative à la divulgation des principes comptables, telle qu'elle a été modifiée et adoptée par le Comité consultatif pour les questions administratives à sa cinquante-quatrième session, à savoir :

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et la spécialisation des exercices sont les notions comptables fondamentales. Lorsque lesdites notions sont appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Si une notion comptable fondamentale n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant les raisons pour lesquelles elle n'est pas appliquée;
- ii) La prudence, l'importance prédominante du fond par rapport à la forme et l'importance relative des renseignements déterminent le choix et l'application des principes comptables;
- iii) Les états financiers comprennent l'indication claire et concise de tous les principes comptables importants qui ont été utilisés;
- iv) L'indication des principes comptables importants qui ont été utilisés fait partie intégrante des états financiers. Les principes comptables sont normalement indiqués en un seul endroit;
- v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
- vi) Toute modification d'un principe comptable qui a un effet important sur l'exercice en cours ou peut avoir un effet important sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. L'effet de la modification doit, s'il est important, être indiqué et quantifié;

b) Les états financiers de l'Institut sont établis sur la base du coût d'origine et ils n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'incidence des variations des prix des biens et des services;

c) Comptabilité par fonds. Les comptes de l'Institut sont tenus sur la base de la "comptabilité par fonds". L'Assemblée générale ou le Directeur général peuvent créer des fonds distincts destinés à des fins générales ou spécifiques. Chaque fonds est géré comme une entité financière et comptable séparée, objet d'une comptabilité autonome à double entrée. Il est établi un état financier par fonds ou par groupe de fonds de même nature;

d) L'exercice de l'Institut correspond à l'année civile;

e) Les recettes et les dépenses ainsi que les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice;

f) Conversion des monnaies. Les comptes de l'Institut sont libellés en dollars des Etats-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des Etats-Unis au moment de l'opération aux taux de change fixés par le Contrôleur. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles prescrits par le Sous-Secrétaire général aux services financiers, en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, indiquent les disponibilités, les placements et les contributions annoncées non versées (autres que les contributions annoncées pour des exercices à venir) ainsi que les sommes à recevoir et à payer au titre des opérations courantes en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, reconverties en dollars des Etats-Unis aux taux de change applicables par l'ONU à la date des états;

g) Contributions annoncées. Les contributions annoncées sont comptabilisées comme recettes lorsqu'un futur donateur s'est engagé par écrit à verser une contribution en espèces à une date ou à des dates fixées. Les contributions annoncées pour des exercices à venir sont inscrites comme recettes comptabilisées d'avance;

h) Placements. Les fonds déposés sur des comptes bancaires et comptes de dépôt à vue porteurs d'intérêts sont inscrits dans les états de l'actif et du passif comme disponibilités;

i) Charges différées :

- i) Les charges différées comprennent des dépenses qui ne peuvent constituer une charge pendant l'exercice en cours et qui seront comptabilisées comme dépenses pendant l'exercice suivant;
- ii) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la part de l'avance sur l'indemnité pour frais d'études qui est censée correspondre à l'année scolaire écoulée à la date de l'état financier est comptabilisée comme charge différée. Le montant total de l'avance demeure comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires, jusqu'à ce que ceux-ci produisent les pièces requises prouvant qu'ils ont droit à l'indemnité pour frais d'études, après quoi ledit montant est imputé sur le compte budgétaire et l'avance est recouvrée;

j) Capital fixe. Le mobilier, le matériel, les autres biens non consommables et les améliorations apportées aux propriétés prises à bail ne sont pas inclus dans l'actif de l'Institut. Les achats sont imputés sur les comptes budgétaires de l'année où ils sont effectués;

k) Immobilisations. Le total indiqué dans l'état de l'actif et du passif du Fonds des immobilisations comprend la valeur d'un bail emphytéotique. Il n'y a pas de provision pour amortissement. Les frais d'entretien de l'immeuble de l'UNITAR et le coût des réparations à y faire sont imputés sur les comptes budgétaires appropriés;

l) Les dépenses ne comprennent pas les indemnités éventuelles payables, en vertu de l'appendice D au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, au personnel rémunéré à l'aide des contributions volontaires versées au Fonds général et au Fonds "Dons à des fins spéciales" de l'UNITAR. On entend par "dépenses" la totalité des engagements, qu'ils soient réglés ou non réglés;

m) Recettes accessoires :

- i) Les recettes nettes provenant des activités productrices de recettes sont comptabilisées comme recettes accessoires;
- ii) Les sommes représentant le remboursement de dépenses d'exercices antérieurs sont comptabilisées comme recettes accessoires;
- iii) Les sommes acceptées à des fins non spécifiées sont comptabilisées comme recettes accessoires;
- iv) Lors de la clôture des comptes de l'exercice, le solde du compte "pertes ou gains au change" est porté au débit du compte budgétaire, s'il est débiteur, ou au crédit des recettes accessoires, s'il est créditeur;
- v) Le produit des ventes de biens excédentaires est porté au crédit du compte des recettes accessoires du fonds correspondant;

n) Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes :

- i) Les dépenses d'appui aux programmes sont remboursées lorsqu'elles sont effectuées dans le cadre d'activités de coopération technique, d'activités administratives et d'activités de fond financées à l'aide de fonds extra-budgétaires. Le montant du remboursement est calculé au prorata des ressources du programme qui ont été utilisées;
- ii) Les engagements non réglés en ce qui concerne les comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes sont comptabilisés de la même manière que dans le budget-programme;
- iii) Les dispositions de la circulaire ST/SGB/188 ne s'appliquant pas à l'UNITAR, les recettes et les dépenses correspondant aux activités d'appui aux programmes ont été incorporées dans l'état des recettes et des dépenses du Fonds général de l'UNITAR;

o) Les états relatifs aux fonds d'affectation spéciale sont établis selon la théorie de l'excédent net, les ajustements étant opérés dans les comptes des recettes et des dépenses courantes. Les ajustements pour des exercices antérieurs sont toutefois indiqués dans les états financiers sous les résultats de l'exercice en cours de façon à ne pas les fausser;

p) Remboursement d'impôts sur le revenu. Le montant net des traitements versés par l'UNITAR est imputé sur le budget de l'exercice pendant lequel les services correspondants ont été fournis, tandis que les sommes remboursées au titre de l'impôt sur le revenu sont imputées sur le budget de l'exercice au cours duquel elles sont versées aux fonctionnaires;

q) Les engagements de dépenses concernant le Fonds "Dons à des fins spéciales" sont comptabilisés projet par projet; en conséquence, les engagements prévisionnels portent sur la durée entière de chaque projet.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购买联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
